

Bij betwisting deelt de betrokkene zijn opmerkingen mee. De Commissie onderzoekt het dossier.

Op zijn aanvraag op of op aanvraag van de Commissie wordt de betrokkene door de Commissie gehoord om alle nuttige informatie te verschaffen. Behoudens in geval van spoed wordt de aanvrager ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, hierover ingelicht.

De betrokkene kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, kan de Commissie uitspraak doen op stukken. Bij gewettigde afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De betrokkene kan, op zijn aanvraag of op aanvraag van de zijn raadsman, toegang hebben tot zijn administratieve dossier tijdens de periode waarover hij beschikt overeenkomstig het derde en het zesde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde doet uitspraak op de aanvraag van betrokkene op basis van het advies uitgebracht door de Commissie.

§ 2. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of van zijn afgevaardigde mee binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

§ 3. De kinesitherapeut van wie de erkenning ingetrokken wordt, kan op elk ogenblik een nieuwe erkenningsaanvraag indienen overeenkomstig de procedure beschreven in hoofdstuk 3.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 16. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2015 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206239]

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, § 2, alinéas 2, 4, 5 et 6, et §§ 4 à 6, 2bis, § 1^{er}, alinéa 2, 3, alinéa 3, 3bis, alinéa 3, 4, 7, alinéa 2, 9bis, § 1^{er}, alinéa 2, modifiés par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2016;

Vu le rapport du 3 juin 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2016;

Vu l'avis A.1295 du Conseil économique et social de Wallonie du 18 juillet 2016;

Vu l'avis A 16/08 du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi du 26 juillet 2016;

Vu l'avis 60.184/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'elle est également admise dès lors qu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des administrés en conférant une base légale complète;

Considérant que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Considérant qu'il est nécessaire de veiller à ce que la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat n'entraîne pas de rupture des dispositifs « titres-services » et « fonds de formation titres-services »;

Considérant que la Région wallonne exerce la compétence relative aux emplois et services de proximité depuis le 1^{er} janvier 2016;

Considérant qu'il convient notamment de veiller à ce que les services administratifs compétents reçoivent les habilitations nécessaires à leur fonctionnement;

Considérant en outre qu'il est nécessaire d'exécuter les modifications apportées par le législateur par le décret du 28 avril 2016;

Considérant dès lors, au vu de ce qui précède, que la rétroactivité au 1^{er} janvier 2016, prévue dans les dispositions finales du présent arrêté, se justifie;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, au 2^o, les mots « sont domiciliés en Belgique » sont remplacés par les mots « ont leur résidence principale située en Région wallonne »;

b) à l'alinéa 1^{er}, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o le Forem : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi; »;

c) à l'alinéa 1^{er}, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o la société émettrice : la société, désignée par l'autorité compétente, qui émet les titres-services visés à l'article 2, § 1^{er}, 2^o, de la loi; »;

d) à l'alinéa 1^{er}, le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o l'entreprise agréée : l'entreprise qui fournit les travaux ou les services de proximité visés à l'article 2, § 1^{er}, 3^o, de la loi, qui est agréée à cette fin par la Région wallonne et qui garantit la qualité et la sécurité de ces services. »;

e) à l'alinéa 1^{er}, au 6^o, les mots « l'Etat fédéral » sont remplacés par les mots « la Région wallonne »;

f) à l'alinéa 1^{er}, le 10^o, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 10^o l'Administration : la Direction des Emplois de Proximité du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie. »;

g) l'alinéa 1^{er} est complété par un 11^o et un 12^o rédigés comme suit :

« 11^o le Ministre de l'Emploi : le Ministre wallon ayant l'emploi dans ses attributions;

12^o le fonctionnaire délégué : le fonctionnaire disposant d'une délégation de pouvoirs conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie. »;

h) entre les alinéas 1^{er} et 2, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés :

« Par résidence principale, visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, on entend : la résidence principale, visée à l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et ses modalités d'exécution.

Pour l'application du présent arrêté, les personnes résidant en Région wallonne, dispensées de l'inscription dans les registres de la population pour cause de leur immunité diplomatique ou de leur statut particulier, sont assimilées à des personnes disposant d'une telle résidence principale. »;

i) à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots « le Service public fédéral Mobilité et Transports » sont remplacés par « le Service public de Wallonie ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 2004, les mots « ayant sa résidence principale en Région wallonne » sont insérés entre les mots « L'utilisateur » et les mots « qui souhaite bénéficier ».

Art. 3. L'article 2bis du même arrêté, rétabli par l'arrêté du 3 août 2012 et modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2bis. § 1^{er}. Par année, et pour chaque unité d'établissement de l'entreprise agréée, soixante pour cent des travailleurs nouvellement engagés avec un contrat de travail titres-services sont, au moment de leur engagement, des demandeurs d'emploi inoccupés ou occupés à temps partiel ou des bénéficiaires du revenu d'intégration.

Par unité d'établissement visée à l'alinéa 1^{er}, on entend l'unité d'établissement telle que définie à l'article I.2, 16^o, du Code de droit économique.

§ 2. Pour l'application de cet article, on entend par :

1^o demandeur d'emploi inoccupé ou occupé à temps partiel : la personne inscrite en qualité de demandeur d'emploi inoccupé auprès d'un Service public de l'Emploi compétent en Belgique;

2^o demandeur d'emploi occupé à temps partiel : la personne sous contrat de travail à temps partiel, inscrite comme demandeuse d'emploi auprès d'un Service public de l'Emploi compétent en Belgique pour le temps partiel où elle est inoccupée;

3^o bénéficiaire d'un revenu d'intégration :

a) la personne qui, au moment de son engagement dans l'entreprise titres-services agréée, a droit au revenu d'intégration sociale tel que visé par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

b) la personne qui, au moment de son engagement dans l'entreprise titres-services agréée, a droit à l'équivalent du revenu d'intégration accordé dans le cadre de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

c) la personne qui a eu droit au revenu d'intégration visé par la loi du 26 mai 2002 susmentionnée ou à l'équivalent du revenu d'intégration accordé dans le cadre de la loi du 2 avril 1965 susmentionnée pendant au moins trois mois au cours de la période des six mois qui précèdent le mois de l'engagement dans l'entreprise titres-services agréée.

§ 3. Les travailleurs qui étaient sous contrat de travail titres-services à temps plein, dans une autre entreprise titres-services agréée dans le mois, calculé de jour à jour, qui précède le jour de leur engagement dans l'entreprise titres-services agréée, ne sont pas, dans le cadre de cet article, considérés comme travailleurs nouvellement engagés avec un contrat de travail titres-services.

§ 4. Lorsque le nombre de contrats de travail titres-services que l'entreprise agréée doit accorder aux demandeurs d'emploi inoccupés, occupés à temps partiel ou bénéficiaires de revenu d'intégration, conformément au paragraphe 1^{er}, a une décimale après la virgule, ce nombre est arrondi à l'unité la plus proche, 0,5 étant arrondi à l'unité supérieure.

§ 5. L'unité d'établissement de l'entreprise agréée au sein de laquelle le travailleur est occupé est en possession d'une attestation du service public régional de l'emploi compétent prouvant que le travailleur nouvellement engagé satisfait à la condition visée au paragraphe 1^{er}. Chaque attestation est conservée à l'unité d'établissement de l'entreprise agréée au sein de laquelle le travailleur est occupé.

La demande de l'attestation visée à l'alinéa premier doit être introduite par le travailleur auprès du service public régional de l'emploi ou du centre public d'action sociale compétent, au plus tard le trentième jour suivant celui de l'engagement. L'employeur peut également demander l'attestation pour le compte du travailleur, dans le même délai.

§ 6. L'Administration peut dispenser, pour un an maximum, l'unité d'établissement de l'entreprise agréée de respecter l'obligation prévue au paragraphe 1^{er}, pour un contingent de travailleurs pour lequel l'entreprise introduit une demande motivée et pour autant que le Forem estime que, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, il y a insuffisamment de demandeurs d'emploi inoccupés ou occupés à temps partiel, avec le profil exigé pour remplir l'emploi dans l'unité d'établissement de l'entreprise agréée, en tenant compte de l'application des règles de l'emploi convenable, tel que défini en vertu de l'article 51, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, est inséré un article *2bis/1* rédigé comme suit :

« Art. *2bis/1*. Chaque année, la moyenne de la durée hebdomadaire de travail de l'ensemble des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail titres-services atteint au moins 19 heures.

L'entreprise agréée est tenue de respecter la règle visée à l'alinéa 1^{er} dès la quatrième année civile qui suit l'année d'octroi de son agrément, faute de quoi l'agrément est suspendu puis, le cas échéant, retiré.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'entreprise agréée par la Région wallonne avant le 31 décembre 2016 bénéficie d'un délai jusqu'au 31 décembre 2019 pour se conformer à cette règle. ».

Art. 5. Dans le même arrêté il est inséré un article *2bis/2*, rédigé comme suit :

« Art. *2bis/2*. Chaque année, l'entreprise agréée offre à ses travailleurs des formations, à concurrence d'un minimum de neuf heures de formation par travailleur titres-services équivalent temps plein.

Les formations visées à l'alinéa 1^{er} sont des formations agréées dans le cadre de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services ou, selon les modalités de comptabilisation et d'assimilation déterminées par le Ministre, sur proposition de la Commission consultative fonds de formation titres-services, telle que visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, des formations agréées par le fonds sectoriel de la Commission paritaire n° 322.01.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise agréée bénéficie d'un délai jusqu'au 31 décembre 2019 pour se conformer à cette règle. ».

Art. 6. A l'article *2ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de l'Administration centrale de l'ONEm, boulevard de l'Empereur 7, 1000 Bruxelles » sont remplacés par les mots « du Conseil économique et social de Wallonie »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission est composée comme suit :

1^o 4 membres effectifs et 4 membres suppléants présentés par les organisations les plus représentatives des travailleurs;

2^o 4 membres effectifs et 4 membres suppléants présentés par les organisations les plus représentatives des employeurs, dont au moins un membre effectif et un membre suppléant représentant le secteur de l'économie sociale;

3^o un membre effectif et un membre suppléant représentant le Forem;

4^o un membre effectif et un membre suppléant représentant l'Administration.

La présidence est assurée par un des membres visés au 1^o ou 2^o, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie.

Seuls les membres visés aux 1^o et 2^o ont voix délibérative.

La commission peut faire appel à des experts et des techniciens aux conditions énoncées dans le règlement d'ordre intérieur. »;

3^o dans le paragraphe 3, les mots « , ou le fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale qu'il désigne » sont abrogés;

4^o dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les membres visés au paragraphe 2, 1^o et 2^o, à l'exception du membre effectif et du membre suppléant représentant le secteur de l'économie sociale, sont nommés sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie sur la base d'une liste double de candidats et ce, dans le respect des règles de parité reprises dans le décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs. Le membre effectif et le membre suppléant représentant le secteur de l'économie sociale sont nommés sur proposition de l'association sans but lucratif, désignée par le Gouvernement avec la mission d'assurer la représentation des entreprises d'économie sociale, telle que définie à l'article 3 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

5^o le paragraphe 4 est remplacé par :

« § 4. Doivent être présents pour pouvoir rendre valablement un avis:

1^o le président ou son suppléant;

2^o deux membres représentant les travailleurs ou leurs suppléants;

3^o deux membres représentant les employeurs ou leurs suppléants. »;

6^o dans le paragraphe 5, les mots « l'ONEm » sont remplacés par les mots « le Conseil économique et social de Wallonie ».

Art. 7. A l'article *2quater* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le 12^o est complété par les mots « à l'exception de l'article *2bis/2*, qui n'est pas une condition d'agrément »;

2^o au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le 17^o est remplacé par ce qui suit :

« 17^o L'entreprise s'engage à ne pas compter, ni directement ni par le biais d'une construction créée dans le but de contourner la présente condition d'agrément, parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, une personne qui :

a) pendant la période de trois ans précédant la demande d'agrément, a été administrateur, gérant, mandataire ou personne ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, d'une entreprise dont l'agrément a été retiré en application des articles *2septies*, *2octies* et *2nonies*, à l'exception de l'article *2nonies*, § 1^{er}, c);

b) s'est vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

c) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, a été tenue responsable des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5^o, 265, 315, 456, 4^o, et 530, du Code des sociétés;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, a été condamnée pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité de l'entreprise agréée;

e) est privée de ses droits civils et politiques;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° l'entreprise s'engage à fournir à la société émettrice dans le délai requis les données demandées par le Forem en exécution de l'article 12; »;

4° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le 20° est remplacé par ce qui suit :

« 20° l'entreprise s'engage à respecter toutes les législations et réglementations applicables à l'occupation des travailleurs étrangers. »

Art. 8. A l'article 2*sexies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2014 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 août 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire du paragraphe 1^{er} est remplacée par ce qui suit :

« Art. 2*sexies*, § 1^{er}. La demande est adressée par l'entreprise à l'Administration. »;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « du Secrétariat » sont systématiquement remplacés par « de l'Administration » et les mots « le Secrétariat » par « l'Administration ».

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, au 7°, les mots « l'ONEm » sont remplacés par les mots « le Forem »;

4° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le soumet, pour avis, à la Commission »;

5° au paragraphe 3, alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier, la Commission rend un avis et le transmet à l'Administration. L'Administration communique ensuite cet avis au Ministre de l'Emploi qui décide. »;

6° au paragraphe 3, alinéas 2 et 5, les mots « le Secrétariat » sont remplacés par « l'Administration »;

7° au paragraphe 3, alinéa 6, les mots « du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale » sont remplacés par les mots « de l'Administration »;

8° le paragraphe 4, abrogé par l'arrêté royal du 12 juillet 2009, est rétabli dans la version suivante :

« § 4. Sous réserve des dispositions prévues par ou en vertu d'un accord de coopération conclu en la matière entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, l'entreprise, visée à l'article 2, §§ 3 et 4 de la loi, agréée par la Région de Bruxelles-Capitale ou par la Région flamande ou par les deux Régions, qui souhaite prester des travaux ou services de proximité sur le territoire de la Région wallonne, introduit une demande d'agrément conformément aux modalités prévues à l'article 2*sexies*, §§ 1 à 3.

L'entreprise agréée est dispensée de fournir les données visées à l'article 2*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2, si celles-ci sont réputées, selon les modalités définies par le Ministre de l'Emploi, déjà en possession de l'Administration ou si elles sont disponibles par le biais de sources authentiques.

Pour toutes les entreprises agréées visées à l'article 2, § 1^{er}, 6°, de la loi, le Ministre de l'Emploi peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser aux mêmes conditions, totalement ou partiellement, de l'obligation de verser le cautionnement visé à l'article 2*bis*, § 1^{er}, de la loi.

Le Ministre de l'Emploi peut préciser les modalités d'exécution des mesures visées aux alinéas 1 et 2. »;

9° le paragraphe 5, abrogé par l'arrêté royal du 12 juillet 2009, est rétabli dans la version suivante :

« § 5. Lorsque la demande d'agrément émane d'une entreprise agréée visée à l'article 2, § 5, de la loi, outre les documents visés à l'article 2*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2, la demande est accompagnée des documents par lesquels l'entreprise démontre qu'elle respecte, dans l'Etat où est situé son siège social, des conditions équivalentes à celles fixées par ou en vertu de l'article 2, § 2, de la loi.

Lorsque la demande d'agrément en tant qu'entreprise agréée émane d'une entreprise qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen, la demande est accompagnée, outre les documents visés à l'article 2*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2, des documents par lesquels l'entreprise démontre qu'elle respecte, dans l'Etat où est situé son siège social, des conditions équivalentes à celles fixées par ou en vertu de la loi et de la preuve qu'elle exerce effectivement dans son pays d'origine des services similaires aux travaux et services de proximité dans son pays d'origine.

L'entreprise agréée est dispensée de fournir les données visées à l'article 2*sexies*, § 1^{er}, alinéa 2, si celles-ci sont déjà en possession de l'Administration ou si elles sont disponibles par le biais de sources authentiques.

Le Ministre de l'Emploi peut préciser les modalités d'exécution des mesures visées aux alinéas 1 et 2. »;

10° l'article 2*sexies* est complété comme suit :

« § 6. Conformément à l'article 2*ter* de la loi, l'entreprise cessionnaire du transfert d'agrément fait connaître à l'Administration les informations relatives aux opérations de transformation intervenues et la ou les dates de l'entrée en vigueur de celles-ci.

Dans les deux mois à dater de la réception des informations visées à l'alinéa 1^{er}, après vérification, par l'Administration, des conditions d'admissibilité du transfert d'agrément au regard des conditions prescrites par l'article 2*ter* de la loi, le Ministre de l'Emploi se prononce sur l'admissibilité du transfert d'agrément.

A défaut de décision rendue dans le délai visé à l'alinéa 2, la décision est réputée favorable.

L'Administration notifie la décision ministérielle relative à l'admissibilité du transfert d'agrément à l'entreprise cessionnaire et communique une copie de la décision à la Commission et au Forem qui la communique à la société émettrice. »

Art. 9. A l'article 2*septies*, §§ 2 à 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004, les mots « le Secrétariat » sont systématiquement remplacés par « l'Administration », les mots « au Secrétariat » sont remplacés par « à l'Administration » et les mots « le fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire délégué de l'Administration ».

Art. 10. A l'article 2*octies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« - lorsque l'entreprise ne satisfait pas à la condition prévue à l'article 2*quater*, § 4, alinéa 1^{er}, 17, »°;

2° au paragraphe 2, les mots « le Secrétariat » sont systématiquement remplacés par « l'Administration »;

3° au paragraphe 3, les mots « le fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire délégué de l'Administration ».

Art. 11. A l'article 2^{onies}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 5 mars 2006, remplacé par l'arrêté royal du 28 septembre 2008 et modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'Administration informe simultanément le Ministre de l'Emploi et la Commission de la survenance de l'un des événements prévus au paragraphe 1^{er} et propose, le cas échéant, un retrait d'office de l'agrément de l'entreprise concernée. Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la proposition de l'Administration, le Ministre de l'Emploi statue sur le retrait d'agrément et transmet sa décision à l'Administration pour notification immédiate à l'entreprise concernée, avec copie à la Commission et au Forem qui communique cette décision à la société émettrice. »;

2° au paragraphe 3, les mots « le fonctionnaire du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire délégué de l'Administration ».

Art. 12. A l'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « de l'ONEm » sont remplacés par les mots « du Forem » »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre de l'Emploi peut adapter les mentions minimales du modèle de titre-service et y ajouter des mentions supplémentaires. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « ayant leur résidence principale en Région wallonne au sens de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, » sont insérés entre les mots « à charge » et le mot « peut »;

4° au paragraphe 2, alinéa 6, les mots « l'ONEm » sont remplacés par les mots « le Forem » et les mots « à l'ONEm » sont remplacés par les mots « au Forem »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « 70 % » sont remplacés par les mots « 90 % » et les mots « 30 % » sont remplacés par les mots « 10 % »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « à l'ONEm » sont remplacés par les mots « au Forem »;

7° dans le paragraphe 3, alinéa 2, le mot « neuvième » est remplacé par le mot « dixième »;

8° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « à l'ONEm » sont remplacés par les mots « au Forem ».

Art. 13. A l'article 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 9 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 5 mars 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les titres-services électroniques, la société émettrice met électroniquement le titre-service à la disposition de l'utilisateur dans les 2 jours ouvrables après réception du montant visé à l'article 3. »;

2° à l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « l'Office national de l'Emploi » sont remplacés par les mots « le Forem » et les mots « du domicile » sont remplacés par les mots « de la résidence principale au sens de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, ».

Art. 14. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 2005, les mots « L'ONEm » sont remplacés par les mots « Le Forem ».

Art. 15. L'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 31 mars 2004 et modifié par les arrêtés royaux des 5 mars 2006 et 12 juillet 2009 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1^{er}. Par heure de travail accomplie, l'utilisateur remet au travailleur un titre-service papier, qu'il a daté et signé, ou il valide électroniquement un titre-service électronique.

Ce titre-service est remis ou validé électroniquement au moment où les travaux et services de proximité sont effectués et en tout cas dans les douze mois suivant la date de la prestation.

§ 2. Le travailleur complète le titre-service par son nom et y appose sa signature, électronique le cas échéant.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si l'utilisateur a recours à des titres-services électroniques, il valide électroniquement ceux-ci à la date où les travaux et services de proximité sont effectués, et au plus tard dans les douze mois suivant la date de la prestation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Forem peut dans un délai de dix jours à compter de la demande de l'entreprise agréée, autoriser la société émettrice à payer l'intervention pour un titre-service sur lequel le nom ou la signature du travailleur serait manquants ou lorsque l'utilisateur ne remet pas de titre-service au moment où les services et travaux de proximité ont été effectués.

Pour bénéficier de la dérogation visée à l'alinéa 3, l'entreprise agréée démontre au Forem avoir déployé en vain toute la diligence requise au respect de la règle visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'utilisateur est redevable à l'entreprise agréée d'un dédommagement équivalent à l'intervention de la Région wallonne et au prix d'acquisition du titre-service lorsque, malgré une mise en demeure préalable, il n'a pas remis ou validé électroniquement le ou les titres-services dus à l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}.

La charge de la preuve de la réalité de la prestation incombe à l'entreprise.

En cas de contestation, l'utilisateur adresse celle-ci à l'entreprise agréée.

§ 4. L'entreprise agréée refuse le ou les titres-services de l'utilisateur si les travaux et services de proximité ne sont pas encore effectués.

§ 5. L'entreprise agréée groupe des prestations de moins d'une heure pour le compte d'un seul utilisateur pour arriver à une heure de travail complète.

Art. 16. A l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 juillet 2009 et modifié par les arrêtés royaux des 20 décembre 2012 et 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Après validation des titres-services par la société émettrice, celle-ci verse au compte bancaire de l'entreprise agréée, pour les titres-services papiers, dans les cinq jours ouvrables à compter de la réception du titre-service envoyé par celle-ci et, pour les titres-services électroniques, dans les deux jours ouvrables à compter de la réception du titre-service envoyé par celle-ci, un montant égal au prix d'acquisition du titre-service visé à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, majoré de l'intervention qui a été avancée à la société émettrice. »;

2° au paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 3, les mots « de 73 % » sont abrogés;

3° au paragraphe 2, les mots « l'Office national de l'Emploi » sont remplacés par les mots « le Forem » et les mots « du domicile » sont remplacés par « de la résidence principale au sens de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, ».

Art. 17. A l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1^{er} et 2, les mots « L'ONEm » sont chaque fois remplacés par les mots « le Service public de Wallonie »;

2° dans le paragraphe 2, alinéas 2 et 3, les mots « à la gestion globale de la sécurité sociale » sont chaque fois remplacés par les mots « à la Trésorerie générale de la Région wallonne ou à un fonds budgétaire tel que visé à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, créé par décret. »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'Administration rembourse le cautionnement en cas de refus d'agrément ou au moment de la cessation volontaire des activités visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'octroi de l'agrément.

Toute décision de retenue ou de récupération ou encore de suspension d'agrément interrompt ce délai. Dans ce cas, le nouveau délai court à partir du jour où l'entreprise n'est plus ni sujette à une décision de retenue, ni débitrice de montants dus en vertu d'une décision de récupération ni sujette à une décision de suspension d'agrément. »;

4° un paragraphe 4 est ajouté et rédigé comme suit :

« § 4. Lorsque l'Administration rembourse le cautionnement, elle utilise, le cas échéant, tout ou partie de ce montant pour le paiement des créances du Forem puis du Service public de Wallonie puis pour le paiement des arriérés de cotisations à percevoir par un organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou des arriérés d'impôt. Le solde est remboursé à l'entreprise concernée. ».

Art. 18. A l'article 10*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Les inspecteurs sociaux désignés par le Gouvernement tels que visés à l'article 1^{er} du décret du 5 février 1998 relatif au contrôle et à la surveillance des législations relatives à la politique de l'emploi exercent le contrôle et la surveillance de la loi et de ses arrêtés d'exécution à l'exception des dispositions visées à la section 2 du Chapitre II de la loi.

Le contrôle et la surveillance par les inspecteurs sociaux visés à l'alinéa 3 s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 précité. »;

2° au paragraphe 2, à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'ONEm » sont remplacés par les mots « le Forem » et, à l'alinéa 2, les mots « de L'ONEm » sont remplacés par les mots « du Forem »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « dans les 10 jours ouvrables à compter de la réception du titre-service envoyé par celle-ci » sont remplacés par les mots « dans le délai visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, »;

4° dans le paragraphe 3, à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'ONEm » sont remplacés par les mots « le Forem » et, à l'alinéa 3, les mots « de L'ONEm » sont remplacés par les mots « du Forem »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « de niveau 4 telle que prévue par l'article 177/1, § 1^{er}, du Code pénal social » sont remplacés par les mots « prévue par l'article 10*ter*, § 1^{er}, de la loi »;

6° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Si l'entreprise apporte la preuve du respect de l'ensemble des conditions prévues à l'article 2, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi, et s'il n'existe pas d'arriérés de paiement de montants réclamés par le Forem ou l'Administration, par ou en vertu de la loi, les montants retenus visés aux paragraphes 2 et 3 sont transmis à l'entreprise.

S'il est constaté des arriérés de paiement de montants réclamés par le Forem ou l'Administration ou des arriérés de cotisations à percevoir par un organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou des arriérés d'impôt, les montants retenus visés aux paragraphes 2 et 3 sont prioritairement utilisés pour apurer ces créances dans leur ordre respectif par ou en vertu de la loi. Le montant restant est remboursé. »;

7° dans les paragraphes 5, 6 et 7, les mots « L'ONEm » sont chaque fois remplacés par les mots « le Forem ».

8° il est inséré paragraphe 5/1 entre les paragraphes 5 et 6, rédigé comme suit :

« § 5/1. Si l'entreprise agréée ne peut prouver qu'elle respecte l'article 2*bis*/2, le Forem récupère cinq euros de l'intervention pour un nombre de titres-services correspondant au nombre d'heures de formation qui n'ont pas été organisées. »

Art. 19. L'article 10*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10*ter*. Lorsque l'agrément est retiré ou au moment de la cessation volontaire des activités et qu'il existe des arriérés de paiement de montants réclamés par le Forem ou l'Administration par ou en vertu de la loi, les montants retenus visés à l'article 10*bis*, §§ 2 et 3, sont prioritairement utilisés pour apurer ces créances dans leur ordre respectif. ».

Art. 20. L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le Forem récupère par toutes voies de droit les interventions régionales indûment reçues et les montants indûment reçus du prix d'acquisition du titre-service. ».

Art. 21. Il est inséré, dans le même arrêté, un article 11*bis* rédigé comme suit :

« Art. 11*bis*. La perception des amendes administratives visées aux articles 10*ter* à 10*quinquies* de la loi s'opère conformément aux modalités fixées par le Gouvernement en vertu de l'article 13*bis*, § 9, du décret du 5 février 1998 relatif au contrôle et à la surveillance des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

Art. 22. A l'article 12 du même arrêté, remplacé par le décret du 5 mars 2006 et modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « L'ONEm » sont remplacés par « Au nom et pour le compte du Forem, la société émettrice »;

2° à l'alinéa 2, les mots « L'ONEm » sont remplacés par les mots « Le Forem » et les mots « la déclaration trimestrielle auprès de l'institution compétente pour la perception des cotisations de sécurité sociale » sont remplacés par les mots « la consultation de sources de données authentiques, telles que déterminées par le Ministre de l'Emploi ».

Art. 23. L'article 13, alinéa 2, du même arrêté, est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services*

Art. 24. Dans l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, il est inséré un article 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}bis. Les demandes d'approbation de formations et les demandes de remboursement des frais de ces formations, introduites par l'entreprise agréée, concernent uniquement des travailleurs occupés par une entreprise qui est agréée en Région wallonne, et dont les prestations font l'objet d'un remboursement de titres-services à charge de la Région wallonne.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année 2016, les demandes d'approbation des formations et les demandes de remboursement des frais de l'entreprise agréée, concernent uniquement les travailleurs occupés par une entreprise agréée disposant d'un siège social en Région wallonne. ».

Art. 25. A l'article 2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 22 juillet 2009, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour entrer en ligne de compte pour le remboursement des frais de formation visés à l'article 9bis, § 1^{er}, de la loi, la formation :

1° est en lien avec la fonction exercée par le travailleur ayant conclu un contrat de travail titres-services;

ou

2° poursuit un objectif de spécialisation ou de mobilité professionnelle du travailleur ayant conclu un contrat de travail titres-services au sein du secteur titres-services ou au sein de tout autre secteur d'activité.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les thèmes de formation suivants sont notamment considérés comme ayant un lien avec la fonction exercée : l'attitude, le savoir-faire avec des clients, l'ergonomie, l'organisation efficace, la sécurité, l'hygiène et le secourisme ainsi que l'usage du néerlandais, du français ou de l'allemand sur le lieu du travail.

L'accompagnement en lien avec les sujets qui doivent normalement être abordés par l'employeur lors de l'accueil d'un travailleur qui conclut un contrat de travail titres-services ne peut être considéré comme une formation. Cela concerne notamment la discussion sur les conditions salariales et de travail, la description des tâches, l'organisation du travail, les absences, les vacances, les questions administratives, le traitement des plaintes, les prescriptions de sécurité et les accidents de travail.

Le Ministre est habilité à définir les critères d'approbation des formations proposées aux travailleurs ayant conclu un contrat de travail titres-services sur la base des propositions de la Commission consultative Fonds de formation titres-services. ».

Art. 26. A l'article 4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, à la première phrase, les mots « de l'Administration » sont remplacés par les mots « du Conseil économique et social de Wallonie »;

2° au paragraphe 4, les mots « L'Administration » sont remplacés par les mots « Le Conseil économique et social de Wallonie ».

Art. 27. A l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les mots « du Secrétariat fonds de formation » sont remplacés par les mots « de l'Administration ».

Art. 28. A l'article 6ter, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les mots « du Secrétariat fonds de formation » sont remplacés par les mots « de l'Administration ».

Art. 29. A l'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 22 juillet 2009, du 10 octobre 2013 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. En ce qui concerne le remboursement des frais de formation prévu aux articles 6 et 6ter, le montant maximum auquel l'entreprise agréée en Région wallonne a droit pour une année calendrier est calculé sur la base de la formule suivante :

$a \times b/c$

a = le budget, disponible pour cette année calendrier, concernant le fonds de formation titres-services, tel que visé à l'article 9bis, § 2, de la loi;

b = le nombre total des titres-services remboursés à l'entreprise agréée, pour le compte de la Région wallonne, par la société émettrice, durant l'année calendrier précédente;

c = le nombre total des titres-services remboursés par la société émettrice, durant l'année calendrier précédente, pour le compte de la Région wallonne.

Chaque entreprise qui obtient, au cours d'une année calendrier, un agrément de la Région wallonne dans le cadre des titres-services au cours de cette année calendrier reçoit pour les frais de formation de ses travailleurs afférents à cette année calendrier, et pour l'ensemble des unités d'établissement situées en Région wallonne, un droit au remboursement qui s'élève au maximum à :

- 1.000 euros si l'agrément est octroyé au cours du premier trimestre de cette année calendrier;
- 750 euros si l'agrément est octroyé au cours du deuxième trimestre de cette année calendrier;
- 500 euros si l'agrément est octroyé au cours du troisième trimestre de cette année calendrier;
- 250 euros si l'agrément est octroyé au cours du quatrième trimestre de cette année calendrier. »;

2° est ajouté un paragraphe 5, libellé comme suit :

« Sans préjudice de l'imposition d'une éventuelle amende administrative et du recouvrement des montants perçus indûment, l'entreprise agréée qui adresse au Forem une demande de remboursement de ses frais de formation, pour un ou plusieurs travailleurs, et qui introduit une demande identique, concernant la même formation, pour la même période et les mêmes travailleurs, auprès de l'organe compétent pour le remboursement de ces frais de formation en Région flamande ou en Région de Bruxelles-Capitale est privée du montant de remboursement prévu au présent article pendant l'année qui suit l'année de la décision motivée de privation adoptée par le Forem. »

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 30. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016, à l'exception des articles 4, 5, 6, 7, 2^o et 3^o, 10, 1^o, 12, 6^o, 15, 16, 1^o, 17, 3^o et 4^o, 18, 1^o, 3^o, 5^o, 6^o et 8^o, 19, 21 et 26 qui entrent en vigueur le 10^e jour qui suit la publication de l'arrêté au *Moniteur belge* et de l'article 29 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Art. 31. La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 1^{er} décembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/206239]

1 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques en van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, artikelen 2, § 2, lid 2, 4, 5 en 6, en § § 4 tot 6, *2bis*, § 1, lid 2, 3, lid 3, *3bis*, lid 3, 4, 7, lid 2, *9bis*, § 1, lid 2, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 2016;

Gelet op het evaluatierapport van 3 juni 2016 over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaats gehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2016;

Gelet op het advies A.1295 van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 18 juli 2016;

Gelet op advies A 16/08 van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 26 juli 2016;

Gelet op het advies 60.184/4 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Overwegende dat ze ook toegelaten is voor zover ze voor de uitvoering van de wet noodzakelijk is;

Overwegende dat de aanneming te dezen van een besluit met terugwerkende kracht als gevolg zal hebben dat de rechtszekerheid versterkt zal worden ten gunste van de burgers, waarbij een rechtsbasis wordt verstrekt;

Overwegende dat de terugwerkende kracht in het voordeel van belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Overwegende dat het noodzakelijk is ervoor te zorgen dat de uitvoering van de zesde Staatshervorming geen breuk van de voorzieningen "dienstencheques" en "opleidingsfonds dienstencheques" met zich meebrengt;

Overwegende dat het Waalse Gewest sinds 1 januari 2016 bevoegd is voor de buurtdiensten en -banen;

Overwegende dat er met name voor gezorgd moet worden dat de bevoegde administratieve diensten de voor hun werking nodige machtigingen ontvangen;

Overwegende dat het bovendien nodig is de bij de wetgever via het decreet van 28 april 2016 aangebrachte wijzigingen uit te voeren;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat de terugwerkende kracht op 1 januari 2016 zoals bedoeld in de slotbepalingen van dit besluit dan ook gerechtvaardigd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 2^o, worden de woorden "die in België woonachtig zijn" vervangen door de woorden "die hun hoofdverblijfplaats in het Waalse Gewest hebben";

b) in het eerste lid wordt punt 3^o vervangen als volgt:

"3^o de "Forem ": de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);";

c) in het eerste lid wordt punt 4^o vervangen als volgt:

"4^o het uitgiftebedrijf : het door de bevoegde overheid aangewezen bedrijf dat belast is met het uitgeven van de dienstencheques bedoeld in artikel 2, § 1, 2^o, van de wet";

d) in het eerste lid wordt punt 5^o vervangen als volgt:

"5^o de erkende onderneming: de onderneming die de in artikel 2, § 1, 3^o van de wet bedoelde buurtwerken of -diensten levert, die hiertoe door het Waalse Gewest erkend is en die daarbij de kwaliteit en de veiligheid van deze diensten garandeert.";

e) in het eerste lid van punt 6° worden de woorden "de federale staat" vervangen door de woorden "het Waalse Gewest";

f) in het eerste lid wordt 10°, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 2012, opnieuw opgenomen als volgt:

"10° de "Administratie" : de Directie Werk in de Directe Omgeving van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.";

g) het eerste lid wordt aangevuld met de punten 11° en 12° luidend als volgt:

"11° de Minister van Tewerkstelling: de Waalse Minister bevoegd voor Tewerkstelling;

12° de gemachtigd ambtenaar: de ambtenaar die over een delegatie van bevoegdheden beschikt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.";

h) tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"Onder hoofdverblijfplaats, zoals bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt verstaan: de hoofdverblijfplaats bedoeld in artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Voor de toepassing van dit besluit worden de personen die in het Waalse Gewest verblijven en die wegens hun diplomatieke onschendbaarheid of hun bijzonder statuut vrijgesteld worden van de opnemings in de bevolkingsregisters, gelijkgesteld met personen die een dergelijke hoofdverblijfplaats hebben.";

i) in het voormalige derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden "de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004, worden de woorden "die zijn hoofdverblijfplaats in het Waalse Gewest heeft en" ingevoegd tussen de woorden "De gebruiker" en de woorden "die het systeem van de dienstencheque".

Art. 3. Artikel 2bis van hetzelfde besluit, opnieuw opgenomen bij het besluit van 3 augustus 2012 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2012, wordt vervangen als volgt:

"Art. 2bis. § 1. Per jaar en voor elke inrichtingseenheid van de erkende onderneming zijn zestig procent van de nieuw aangeworven werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques op het moment van hun indienstneming niet-werkende werkzoekenden of deeltijds tewerkgestelde werkzoekenden of leefloners.

Onder inrichtingseenheid bedoeld in het eerste lid wordt verstaan de inrichtingseenheid zoals bepaald in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder:

1° niet-werkende werkzoekende of deeltijds tewerkgestelde werkzoekende: de persoon die als niet-werkende werkzoekende wordt ingeschreven bij een in België bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling;

2° deeltijds tewerkgestelde werkzoekende: De persoon met een arbeidsovereenkomst met een deeltijdse arbeidsregeling die als werkzoekende ingeschreven is bij een in België bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling voor dat deel van de tijd waarin hij werkloos is.

3° leefloner:

a) de persoon die op het moment van zijn indienstneming in de erkende dienstencheques-onderneming recht heeft op het leefloon zoals bedoeld in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

b) de persoon die op het moment van zijn indienstneming in de erkende dienstencheques-onderneming recht heeft op de gelijke waarde als het leefloon zoals bedoeld in de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c) de persoon die in aanmerking is gekomen voor het leefloon zoals bedoeld in de bovenvermelde wet van 26 mei 2002 of voor de gelijke waarde als het leefloon toegekend in het kader van bovenvermelde wet van 2 april 1965 tijdens minstens drie maanden gedurende de periode van zes maanden voor de maand van indienstneming in de erkende dienstencheques-onderneming.

§ 3. De werknemers die in de maand, gerekend van dag tot dag, voorafgaand aan de dag van hun indienstneming tewerkgesteld waren als werknemer met een arbeidsovereenkomst dienstencheques bij een andere erkende dienstencheques-onderneming, worden in het kader van dit artikel niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques.

§ 4. Als het aantal arbeidsovereenkomsten dienstencheques die de erkende onderneming overeenkomstig § 1 moet toekennen aan niet-werkende werkzoekenden of deeltijds tewerkgestelde werkzoekenden of leefloners, een cijfer na de komma bevat, wordt dit aantal tot de dichtstbijzijnde eenheid afgerond, en 0,5 wordt naar boven afgerond.

§ 5. De inrichtingseenheid van de erkende onderneming waarin de werknemer tewerkgesteld wordt, is in het bezit van een attest van de bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling, waaruit blijkt dat de nieuw aangeworven werknemer voldoet aan de voorwaarde bedoeld in § 1. Elk attest wordt in de inrichtingseenheid van de erkende onderneming waarin de werknemer wordt tewerkgesteld, bewaard.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag van het attest moet door de werknemer uiterlijk op de dertigste dag volgend op de dag van de indienstneming ingediend worden bij de bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling of bij het bevoegde Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De werkgever kan het attest ook voor rekening van de werknemereven binnen dezelfde aanvragen.

§ 6. De Administratie kan de inrichtingseenheid van de erkende onderneming voor maximum een jaar van de in § 1 bedoelde verplichting vrijstellen voor een contingent werknemers waarvoor de onderneming een gemotiveerde aanvraag indient en voor zover de Forem oordeelt dat er zowel op kwalitatief als kwantitatief vlak onvoldoende niet-tewerkgestelde werkzoekenden of deeltijds tewerkgestelde werkzoekenden zijn met het vereiste profiel om de tewerkstelling in de inrichtingseenheid van de erkende onderneming in te vullen, daarbij rekening houdend met de toepassing van de regels van de passende dienstbetrekking, zoals bepaald in artikel 51, § 2, 1° van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering."

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 2bis/1, luidend als volgt :

"Art. 2bis/1. Het gemiddelde van de wekelijkse arbeidsduur van het geheel van de werknemers aangeworven met een arbeidsovereenkomst dienstencheques bereikt jaarlijks minstens 19 uur.

Vanaf het vierde kalenderjaar volgend op het jaar van toekenning van haar erkenning moet de erkende onderneming de in het eerste lid bedoelde regel naleven; zoniet wordt de erkenning opgeschort en, in voorkomend geval, ingetrokken.

In afwijking van het tweede lid beschikt de onderneming die voor 31 december 2016 door het Waalse Gewest wordt erkend, over een termijn tot 31 december 2019 om zich aan deze regel aan te passen."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel *2bis/2* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *2bis/2*. De erkende onderneming biedt jaarlijks opleidingen van minstens negen uur per voltijds equivalente dienstencheques-werknemer aan haar werknemers.

De in het eerste lid bedoelde opleidingen zijn opleidingen die in het kader van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques of door het sectoraal fonds van het paritair comité nr.322.01 volgens de door de Minister bepaalde berekenings- en gelijkstellingsmodaliteiten en op de voordracht van de Adviescommissie opleidingsfonds dienstencheques, zoals bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, erkend worden.

In afwijking van het eerste lid beschikt de erkende onderneming over een termijn tot 31 december 2019 om zich aan deze regel aan te passen."

Art. 6. In artikel *2ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "bij het Hoofdbestuur van de RVA, Keizerslaan 7, 1000 Brussel" vervangen door de woorden "bij de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië)";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. De Commissie is samengesteld als volgt:

1° 4 gewone leden en 4 plaatsvervangende leden voorgedragen door de meest representatieve organisaties van de werknemers;

2° 4 gewone en 4 plaatsvervangende leden voorgedragen door de meest representatieve organisaties van de werkgevers, onder wie minstens een gewoon lid en een plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van de sector van de sociale economie;

3° een gewoon lid en een plaatsvervangend lid die de "Forem" vertegenwoordigen;

4° een gewoon lid en een plaatsvervangend lid die de Administratie vertegenwoordigen.

Het voorzitterschap wordt door één van de leden bedoeld in 1° of 2° op de voordracht van de

"Conseil économique et social de Wallonie" waargenomen.

Alleen de leden bedoeld in de punten 1° tot 2° zijn stemgerechtigd.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen en technici onder de voorwaarden bedoeld in het huishoudelijk reglement.";3° in § 3 worden de woorden "of de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg die hij aanduidt," opgeheven;

4° in § 3 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

"De leden bedoeld in § 2, 1° en 2°, met uitzondering van het gewoon lid en van het plaatsvervangend lid die de sector van de sociale economie vertegenwoordigen, worden benoemd op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie" op grond van een dubbele lijst van kandidaten en met inachtneming van de pariteitregels bedoeld in het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen. Het gewoon lid en het plaatsvervangend lid die de sector van de sociale economie vertegenwoordigen, worden benoemd op de voordracht van de vereniging zonder winstoogmerk aangewezen door de Regering en belast met de vertegenwoordiging van de sociale economiebedrijven, zoals bepaald in artikel 3 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

5° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. De volgende personen moeten aanwezig zijn om een advies geldig uit te brengen:

1° de voorzitter of zijn plaatsvervanger;

2° twee leden ter vertegenwoordiging van de werknemers of hun plaatsvervangers;

3° twee leden ter vertegenwoordiging van de werkgevers of hun plaatsvervangers.";

6° in § 5 worden de woorden "De RVA" vervangen door de woorden "De "Conseil économique et social de Wallonie"".

Art. 7. In artikel *2quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 4, eerste lid, wordt 12° aangevuld met de woorden "met uitzondering van artikel *2bis/2* dat geen erkenningsvoorwaarde is";

2° in § 4, eerste lid, wordt 17° vervangen als volgt :

"17° De onderneming verbindt zich ertoe om onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden, noch rechtstreeks, noch via een bouw opgericht om deze erkenningsvoorwaarde te ontwijken, geen persoon te tellen die :

a) tijdens de periode van drie jaar vóór de erkenningsaanvraag bestuurder, zaakvoerder, lasthebber of persoon bevoegd om de onderneming te verbinden, geweest is van een onderneming waarvan de erkenning werd ingetrokken met toepassing van de artikelen *2septies*, *2octies* en *2nonies*, met uitzondering van *2nonies*, § 1, c);

b) aan wie verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

c) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan de erkenningsaanvraag verantwoordelijk is gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklaarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

d) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan de erkenningsaanvraag veroordeeld werd voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van de erkende onderneming;

e) wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

3° in § 4, eerste lid, wordt 19° vervangen als volgt :

"19° de onderneming verbindt zich ertoe de door de "Forem" in uitvoering van artikel 12 gevraagde gegevens binnen de vereiste termijn aan het uitgiftebedrijf te bezorgen";

4° in § 4, eerste lid, wordt 20° vervangen als volgt :

"20° de onderneming verbindt zich ertoe alle wetgevingen en reglementering toepasselijk op de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers na te leven."

Art. 8. In artikel 2*sexies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2014 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin van § 1 wordt vervangen als volgt :

"Art. 2*sexies*, § 1. De aanvraag wordt door de onderneming aan de Administratie gericht.";

2° in § 1 worden de woorden "het Secretariaat" systematisch vervangen door de woorden "de Administratie".

3° in § 1, tweede lid, 7°, worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de Forem";

2° § 2 vervangen als volgt :

"§ 2. Zodra de Administratie over een volledig dossier beschikt, verzendt ze dit ter advies aan de Commissie";

2° in § 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het dossier brengt de Commissie een advies uit en maakt ze het aan de Administratie over. Vervolgens bezorgt de Administratie dit advies aan de Minister van Tewerkstelling, die een beslissing neemt.";

6° in § 3, tweede en vijfde lid worden de woorden "het Secretariaat" vervangen door de woorden "de Administratie";

7° in § 3, zesde lid, worden de woorden "van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" vervangen door de woorden "van de Administratie";

8° § 4, opgeheven bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"§ 4. Onder voorbehoud van de bepalingen voorzien bij of krachtens een samenwerkingsakkoord gesloten terzake tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, dient de in artikel 2, § 3 en 4 van de wet, bedoelde onderneming die erkend is door het Brussels Hoofdstedelijke Gewest of door het Vlaamse Gewest of door beide Gewesten, een erkenningsaanvraag in overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 2, *sexies*, § 1 tot 3.

De erkende onderneming hoeft niet de in artikel 2*sexies*, § 1, tweede lid, bedoelde gegevens te verstrekken indien deze gegevens volgens modaliteiten bepaald door de Minister van Tewerkstelling geacht worden reeds overgemaakt te zijn aan de Administratie of indien ze via authentieke bronnen beschikbaar zijn.

Alle in artikel 2, § 1, 6°, van de wet bedoelde erkende ondernemingen kunnen door de Minister van Tewerkstelling volgens de door hem bepaalde modaliteiten en onder dezelfde voorwaarden geheel of gedeeltelijk vrijgesteld worden van de verplichting om de in artikel 2*bis*, § 1, van de wet bedoelde borgtocht.

De Minister van Tewerkstelling kan de modaliteiten voor de uitvoering van de in het eerste en het tweede lid bedoelde maatregelen bepalen.";

9° § 5, opgeheven bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

"§ 5. Wanneer de erkenningsaanvraag ingediend wordt door een in artikel 2, § 5, van de wet bedoelde onderneming, wordt de aanvraag, naast de in artikel 2*sexies*, § 1, tweede lid, bedoelde documenten vergezeld van de documenten waarmee de onderneming bewijst dat ze in de Staat waarin haar maatschappelijke zetel is gevestigd, gelijkwaardige voorwaarde als die bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2, van de wet naleeft.

Wanneer de aanvraag voor een erkenning als erkende onderneming ingediend wordt door een onderneming waarvan de maatschappelijke zetel in het buitenland gelegen is en buiten de Europese Economische Ruimte, wordt de aanvraag, naast de in artikel 2*sexies*, § 1, tweede lid, bedoelde documenten vergezeld van de documenten waarmee de onderneming bewijst dat ze in de Staat waarin haar maatschappelijke zetel is gevestigd, gelijkwaardige voorwaarde als die bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2, van de wet naleeft en dat ze in haar land van herkomst gelijkwaardige diensten als de buurtwerken en -diensten uitoefent.

De erkende onderneming hoeft niet de in artikel 2*sexies*, § 1, tweede lid, bedoelde gegevens te verstrekken indien deze gegevens reeds overgemaakt zijn aan de Administratie of indien ze via authentieke bronnen beschikbaar zijn.

De Minister van Tewerkstelling kan de modaliteiten voor de uitvoering van de in het eerste en het tweede lid bedoelde maatregelen bepalen.";

10° artikel 2*sexies* wordt aangevuld als volgt :

"§ 6. Overeenkomstig artikel 2*ter* van de wet deelt de onderneming die afstand doet van de overdracht van de erkenning, de informatie betreffende de veranderingshandelingen en de datum/data van de inwerkingtreding ervan aan de Administratie mee.

Binnen twee maanden na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde inlichtingen en na verificatie door de Administratie van de toelaatbaarheidsvoorwaarden voor de overdracht van erkenning ten opzichte van de bij artikel 2*ter* van de wet voorgeschreven voorwaarden spreekt de Minister van Tewerkstelling zich over de toelaatbaarheid van de overdracht van erkenning.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het tweede lid wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De Administratie betekent de ministeriële beslissing betreffende de toelaatbaarheid van de overdracht van erkenning aan de onderneming waarvoor de overdracht bestemd is en deelt een afschrift van de beslissing aan de Commissie en aan de "Forem" mee, die ze aan het uitgiftebedrijf overmaakt."

Art. 9. In artikel 2*septies*, § 2 tot 4, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 worden de woorden "het Secretariaat" systematisch vervangen door de woorden "de Administratie" en worden de woorden "de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" vervangen door de woorden "de gemachtigd ambtenaar van de Administratie".

Art. 10. In artikel 2*octies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het tweede lid aangevuld met een derde streepje luidend als volgt :

"-wanneer de onderneming de in artikel 2*quater*, § 4, eerste lid, 17°, bedoelde voorwaarde niet vervult,"

6° in § 2 worden de woorden "het Secretariaat" systematisch vervangen door de woorden "de Administratie";

3° in § 3 worden de woorden "de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" vervangen door de woorden "de gemachtigd ambtenaar van de Administratie".

Art. 11. In artikel 2^{nonies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 maart 2006, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 september 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De Administratie informeert tegelijkertijd de Minister van Tewerkstelling en de Commissie over het zich voordoen van één van de gevallen waarin is voorzien in § 1 en stelt, in voorkomend geval, een intrekking van ambtshalve van de erkenning van de betrokken onderneming voor. Binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het voorstel van de Administratie beslist de Minister van Tewerkstelling over de intrekking van erkenning en maakt hij zijn beslissing aan de Administratie over voor onmiddellijke kennisgeving aan de betrokken onderneming met een afschrift aan de Commissie en aan de "Forem" die deze beslissing aan het uitgiftebedrijf overmaakt.";

2° in § 3 worden de woorden "de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" vervangen door de woorden "de gemachtigd ambtenaar van de Administratie".

Art. 12. In artikel 3 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3° in § 1, eerste lid, worden de woorden "van de RVA" vervangen door de woorden "van de Forem";

2° § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

"De Minister van Tewerkstelling kan de minimale vermeldingen van het model van dienstencheque aanpassen en er bijkomende vermeldingen toevoegen.";

3° in § 2, vierde lid, worden de woorden "met hun hoofdverblijfplaats in het Waalse Gewest in de zin van artikel 1, tweede en derde lid," ingevoegd tussen de woorden "ten laste," en het woord "kan ";

4° in § 2, zesde lid, worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de Forem" en worden de woorden "aan de RVA" vervangen door de woorden "aan de Forem";

5° in § 3, eerste lid, worden de termen "70 %" vervangen door de termen "90 %" en worden de termen "30 %" vervangen door de termen "10 % ";

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "aan de RVA" vervangen door de woorden "aan de Forem";

3° in § 3, tweede lid, wordt het woord "negende" vervangen door het woord "tiende"; 4° in § 4, eerste lid, worden de woorden "aan de RVA" vervangen door de woorden "aan de Forem";

Art. 13. In artikel 4 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 9 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

"In afwijking van het eerste lid stelt het uitgiftebedrijf voor de elektronische dienstencheques de dienstencheque elektronisch ter beschikking van de gebruiker binnen 2 werkdagen na ontvangst van het in artikel 3 bedoelde bedrag.";

2° in het voormalige tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" vervangen door de woorden "de "Forem"" en worden de woorden "gedomicilieerd is" vervangen door de woorden "zijn hoofdverblijfplaats in de zin van artikel 1, tweede en derde lid, heeft".

Art. 14. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 2005 worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de "Forem"".

Art. 15. Artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 31 maart 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 2006 en 12 juli 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 6. § 1. De gebruiker overhandigt per gepresteerd arbeidsuur een door hem ondertekende en gedateerde dienstencheque aan de werknemer of valideert hij elektronisch een elektronische dienstencheque.

Die dienstencheque wordt overgemaakt of elektronisch gevalideerd op het moment dat de buurtwerken of -diensten zijn uitgevoerd en in ieder geval binnen twaalf maanden na de datum van de prestatie.

§ 2. De werknemer vult, in voorkomend geval elektronisch, de dienstencheque met zijn naam in en brengt zijn handtekening erop aan.

In afwijking van het eerste lid valideert de gebruiker, indien hij elektronische dienstencheque aanwendt, de dienstencheque elektronisch op datum waarop de buurtwerken of -diensten worden uitgevoerd en in ieder geval binnen twaalf maanden na de datum van de prestatie.

In afwijking van het eerste lid kan de Forem binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag van de erkende onderneming het uitgiftebedrijf toelaten om de tegemoetkoming te betalen voor een dienstencheque waarop de naam of de handtekening van de werknemer ontbrekend zouden zijn of wanneer de gebruiker geen dienstencheque overgemaakt op het moment waarop de buurtdiensten en -werken worden uitgevoerd.

Om in aanmerking te komen voor de in het derde lid bedoelde afwijking toont de erkende onderneming aan de "Forem" aan dat ze alle nodige middelen vereist voor de naleving van de in het eerste lid bedoelde regel tevergeefs heeft ingezet.

§ 3. De gebruiker moet een vergoeding gelijkwaardig aan de tegemoetkoming van het Waalse Gewest en tegen de aankooprijks van de dienstencheque aan de erkende onderneming betalen wanneer hij, ondanks een voorafgaande ingebrekestelling, de dienstencheque(s), die na afloop van de in § 1 bedoelde termijn, verschuldigd was(waren), niet overgemaakt of niet elektronisch gevalideerd heeft.

De bewijslast van de werkelijkheid van de prestatie rust op de onderneming.

In geval van betwisting richt de gebruiker bedoelde bewijslast aan de erkende onderneming over.

§ 4. De erkende onderneming weigert de dienstencheque(s) van de gebruiker indien de buurtwerken en -diensten nog niet worden uitgevoerd.

§ 5. De erkende onderneming groepeerst prestaties van minder dan één uur voor rekening van één gebruiker tot een volledig arbeidsuur.

Art. 16. In artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2012 en 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Na validatie van de dienstencheques door het uitgiftebedrijf, stort dit, voor de papieren dienstencheques, binnen vijf werkdagen na ontvangst van de dienstencheque opgestuurd door de erkende onderneming, en voor de elektronische dienstencheques, binnen twee werkdagen na ontvangst van de dienstencheque opgestuurd door de erkende onderneming, een bedrag gelijk aan de aanschafprijs van de dienstencheque bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, vermeerderd met de tegemoetkoming die voorgeschoten werd aan het uitgiftebedrijf, op de bankrekening van de erkende onderneming.";

2° in § 1, derde lid, worden de termen "van 73 %" opgeheven;

3° in § 2 worden de woorden "de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" vervangen door de woorden "de Forem" en worden de woorden "gedomicilieerd is" vervangen door de woorden "zijn hoofdverblijfplaats in de zin van artikel 1, tweede en derde lid, heeft".

Art. 17. In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 en 2 worden de woorden "de RVA" telkens vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst";

2° in § 2, tweede en derde lid, worden de woorden "het globaal beheer van de sociale zekerheid" telkens vervangen door de woorden "de generale Thesaurie van het Waalse Gewest of een bij decreet opgericht begrotingsfonds zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden.";

3° § 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De Administratie betaalt de borgsom terug in geval van weigering van de erkenning of bij de vrijwillige stopzetting van de activiteiten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 2°, of bij het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen van de datum van toekenning van de erkenning.

Elke beslissing tot inhouding of terugvordering of nog tot opschorting van de erkenning onderbreekt die termijn. In dit geval begint de nieuwe termijn vanaf de dag waarop de onderneming geen voorwerp meer uitmaakt van een beslissing tot inhouding, noch instaat voor de betaling van bedragen verschuldigd krachtens een terugvorderingsbeslissing, noch het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot opschorting van de erkenning.";

4° een wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

" § 4. Wanneer de Administratie de borgsom terugbetaalt, gebruikt ze, in voorkomend geval, het geheel of een gedeelte van dat bedrag voor de betaling van de schuldvordering van de "Forem" en dan van de Waalse Overheidsdienst en daarna voor de betaling van de achterstallen in de bijdragen die geïnd moeten worden door een instelling belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen en/of achterstallige belastingen. Het saldo wordt aan de betrokken onderneming terugbetaald."

Art. 18. In artikel 10*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden tussen het tweede en het derde lid twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

De sociale inspecteurs aangewezen door de Regering en bedoeld in artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid oefenen controle en toezicht uit op de wet en op de uitvoeringsbesluiten ervan met uitzondering van de bepalingen bedoeld in afdeling 2 van Hoofdstuk II van de wet.

De controle en het toezicht door de in het derde lid bedoelde sociale inspecteurs worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van bovenvermeld decreet van 5 februari 1998.";

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de Forem";

3° in § 2, tweede lid worden de woorden "binnen de 10 werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de dienstencheque opgestuurd door de erkende onderneming" vervangen door de woorden "binnen de termijn bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid,";

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de Forem";

5° in § 3, tweede lid, worden de woorden "van niveau 4 zoals voorzien in artikel 177/1, § 1, van het Sociaal Strafwetboek" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 10*ter*, § 1, van de wet";

4° § 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. Wanneer de onderneming het bewijs levert van de naleving van alle voorwaarden waarin is voorzien in artikel 2, § 2, eerste en tweede lid, van de wet, en er geen achterstallen zijn in de betaling van de door de "Forem" of de Administratie teruggevorderde bedragen, worden de ingehouden bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 overgemaakt aan de onderneming.

Wanneer er wordt vastgesteld dat er achterstallen zijn in de betaling van de door de "Forem" of de Administratie teruggevorderde bedragen, of achterstallen in de bijdragen die geïnd moeten worden door een instelling belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen en/of achterstallige belastingen, worden de ingehouden bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 gebruikt voor de aanzuivering van deze schuldvorderingen in respectievelijke volgorde of krachtens de wet. Het resterende bedrag wordt teruggestort.

", 7° in § § 5, 6 en 7 worden de woorden "de RVA" telkens vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst";

8° een wordt, tussen de § § 5 en 6, een § 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 5/1. Als de erkende onderneming niet kan bewijzen dat ze artikel 2*bis*/2 naleeft, vordert de "Forem" vijf euro van de tegemoetkoming terug voor een aantal dienstencheques overeenstemmend met het aantal opleidingsuren die niet georganiseerd zijn."

Art. 19. Artikel 10*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 december 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10*ter*. Wanneer de erkenning ingetrokken wordt of wanneer er bij de vrijwillige stopzetting van de activiteiten achterstallen zijn in de betaling van de door de "Forem" of de Administratie bij of krachtens de wet teruggevorderde bedragen, worden de ingehouden bedragen bedoeld in de artikel 10*bis*, § 2 en 3 bij voorkeur gebruikt voor de aanzuivering van deze schuldvorderingen in respectievelijke volgorde."

Art. 20. Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2007, wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. De "Forem" vordert met alle rechtsmiddelen de onrechtmatig ontvangen gewestelijke tegemoetkomingen en de onrechtmatig ontvangen bedragen van de aankooprijzen van de dienstencheque terug."

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt een artikel 11*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 11*bis*. De inning van de in de artikelen 10*ter* tot 10*quinquies* van de wet bedoelde administratieve boetes wordt uitgevoerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Regering krachtens artikel 13*bis*, § 9, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 22. In artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen bij het decreet van 5 maart 2006 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "De RVA vraagt jaarlijks " vervangen door de woorden "In naam en voor rekening van de "Forem" vraagt het uitgiftebedrijf jaarlijks";

2° in het tweede lid worden de woorden "De RVA" vervangen door de woorden "De Forem" en worden de woorden "op basis van de kwartaalaangifte bij de voor de inning van de sociale zekerheidsbijdragen bevoegde instelling" vervangen door de woorden "op basis van de raadpleging van de authentieke gegevens zoals bepaald door de Minister van Tewerkstelling".

Art. 23. Artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques*

Art. 24. In het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *1bis*. De aanvragen tot goedkeuring van opleidingen en de aanvragen tot terugbetaling van de kosten van die opleidingen, die door de erkende onderneming ingediend worden, betreffen alleen de werknemers tewerkgesteld door een onderneming die in het Waalse Gewest erkend wordt en waarvan de prestaties het voorwerp uitmaken van een terugbetaling van dienstencheques ten laste van het Waalse Gewest.

In afwijking van het eerste lid betreffen de aanvragen tot goedkeuring van de opleidingen en de aanvragen tot terugbetaling van de kosten van de erkende onderneming voor het jaar 2016 alleen de werknemers tewerkgesteld door een erkende onderneming die over een maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest beschikt."

Art. 25. In artikel 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 juli 2009, wordt § 1 vervangen als volgt:

« § 1. Om in aanmerking te komen voor de terugbetaling van de opleidingskosten bedoeld in artikel *9bis*, § 1, moet de opleiding:

1° een verband hebben met de functie uitgeoefend door de werknemer die een arbeidsovereenkomst dienstencheques heeft gesloten;

of

2° een doelstelling nastreven i.v.m. de specialisatie of de beroepsmobiliteit van de werknemer die een arbeidsovereenkomst dienstencheques binnen de sector Dienstencheques of binnen elke andere activiteitssector heeft gesloten.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, worden de volgende opleidingsthema's met name geacht verband te hebben met de uitgeoefende functie: attitude, knowhow met de klanten, ergonomie, efficiënt organiseren, veiligheid en hygiëne en eerste hulp alsook het gebruik van het Nederlands, het Frans of het Duits op de werkplaats.

De begeleiding die betrekking heeft op onderwerpen die normaal gezien door de werkgever tijdens het onthaal van een werknemer die een arbeidsovereenkomst dienstencheques sluit, moeten worden besproken, kan niet worden beschouwd als vorming. Het betreft inzonderheid de bespreking van loon- en arbeidsvoorwaarden, taakomschrijving, werkorganisatie, afwezigheden, vakantie, administratieve aangelegenheden, klachtenbehandeling, veiligheidsvoorwaarden en arbeidsongevallen.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om de criteria te bepalen voor de goedkeuring van de opleidingen voorgesteld aan de werknemers die een arbeidsovereenkomst dienstencheques op basis van de voorstellen van de Adviescommissie opleidingsfonds dienstencheques hebben gesloten."

Art. 26. In artikel 4 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

3° in § 1, eerste zin, worden de woorden "bij de Administratie " vervangen door de woorden "bij de "Conseil économique et social de Wallonie";

2° in § 4 worden de woorden "De administratie" vervangen door de woorden "De "Conseil économique et social de Wallonie".

Art. 27. In artikel 6, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de woorden "bij het Secretariaat opleidingsfonds " vervangen door de woorden "bij de Administratie".

Art. 28. In artikel *6ter*, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de woorden "bij het Secretariaat opleidingsfonds " vervangen door de woorden "bij de Administratie".

Art. 29. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juli 2009, 10 oktober 2013 en bij het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° § 2 wordt vervangen als volgt:

" § 2. Wat betreft de terugbetaling van de in de artikelen 6 en *6ter* bedoelde opleidingskosten, wordt het maximumbedrag waarop de in het Waalse Gewest erkende onderneming recht heeft voor een kalenderjaar berekend als volgt:

a x b/c

a = het voor dat kalenderjaar beschikbare budget betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, bedoeld in artikel *9bis*, § 2, van de wet;

b = het aantal dienstencheques betaald voor rekening van het Waalse Gewest door het uitgiftebedrijf aan de erkende onderneming in het vorig kalenderjaar

b = het aantal dienstencheques betaald voor rekening van het Waalse Gewest aan het uitgiftebedrijf in het vorig kalenderjaar.

Elke onderneming die tijdens dat kalenderjaar in het kader van de dienstencheques een erkenning van het Waalse Gewest ontvangt, heeft voor de opleidingskosten van haar werknemers betreffende dit kalenderjaar en voor het geheel van de inrichtingseenheden gelegen in het Waalse Gewest recht op een terugbetaling van hoogstens:

- 1.000 euro indien de erkenning tijdens het eerste kwartaal van dit kalenderjaar wordt toegekend;
- 750 euro indien de erkenning tijdens het tweede kwartaal van dit kalenderjaar wordt toegekend;
- 500 euro indien de erkenning tijdens het derde kwartaal van dit kalenderjaar wordt toegekend;
- 250 euro indien de erkenning tijdens het vierde kwartaal van dit kalenderjaar wordt toegekend. ";

2° een wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt:

“Onverminderd het opleggen van een eventuele administratieve geldboete en de terugvordering van de onrechtmatig ontvangen bedragen wordt de erkende onderneming die een terugbetalingsaanvraag voor haar opleidingskosten voor één of meerder werknemers aan de “Forem” richt en die voor dezelfde periode en dezelfde werknemers een gelijke aanvraag voor dezelfde opleiding indient bij de instelling bevoegd voor de terugbetaling van die opleidingskosten in het Vlaamse Gewest of in het Waalse Gewest, het terugbetalingsbedrag bedoeld in dit artikel onzeggend tijdens het jaar volgend op het jaar van de gemotiveerde ontzeggingsbeslissing van de “Forem”.”

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 30. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016, met uitzondering van de artikelen 4, 5, 6, 7, 2° et 3°, 10, 1°, 12, 6°, 15, 16, 1°, 17, 3° en 4°, 18, 1°, 3°, 5°, 6° et 8°, 19, 21 en 26 die op de tiende dag na de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden en van artikel 29 dat op 1 januari 2017 in werking treedt.

Art. 31. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31821]

8 DECEMBER 2016. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling met het oog op de verwezenlijking van de Zesde Staatshervorming en de wijziging van de naam van deze dienst

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

Art. 2. In het opschrift van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling worden de woorden « van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling » vervangen door de woorden « van Actiris ».

Artikel 2, 2., van dezelfde ordonnantie wordt als volgt vervangen : « Actiris : instelling opgericht bij artikel 16, § 1, van de wetten betreffende de afschaffing of herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991 ».

In de artikelen 3, § 1; 3, § 2; 3, § 3; 4, eerste lid; 4, tweede lid; 5, eerste lid; 5, tweede lid; 6; 7, § 1, eerste lid; *7bis*, § 1 (tweemaal); *7bis*, § 2, 1° en 3°; *7bis*, § 4, tweede en derde lid; 8, eerste lid; 13, § 1, tweede lid; 27, eerste lid; 29, § 1; 29, § 2; 29, § 3, eerste lid; 29, § 3, tweede lid; 30, § 1; 30, § 2; 31, tweede lid; 32, tweede lid; 33; 36; *36bis*, eerste lid, 1° en 2°, van dezelfde ordonnantie worden de woorden « de Dienst », « de dienst » of « de BGDA » vervangen door het woord « Actiris ».

In de artikelen 3, § 3; 7, § 1, tweede lid; *7bis*, § 2, 3° en 5°; 12, § 1; 14; 18, eerste lid; 20; 22, tweede lid; 23, eerste lid; 27, eerste lid; 29, § 4; 31, eerste lid; 32, eerste lid; 34, §§ 1 en 2; *36bis*, eerste lid; 38, eerste lid (tweemaal), van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « van de Dienst » of « van de BGDA » vervangen door de woorden « van Actiris ».

In artikel *7bis*, § 2, 2°, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « die de Dienst » vervangen door de woorden « die Actiris ».

In artikel 18, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « aan de Dienst » vervangen door de woorden « aan Actiris ».

In artikel *36ter*, eerste lid van dezelfde ordonnantie worden de woorden « van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling » vervangen door de woorden « van Actiris ».

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31821]

8 DECEMBRE 2016. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi en vue de mettre en œuvre la Sixième Réforme de l'Etat et de modifier la dénomination de cet office

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

Section 1^{re} — Dispositions modificatives de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi

Art. 2. Dans l'intitulé de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, les mots « de l'Office régional bruxellois de l'Emploi » sont remplacés par les mots « d'Actiris ».

L'article 2, 2., de la même ordonnance, est remplacé comme suit : « Actiris : l'organisme créé par l'article 16, § 1^{er}, des lois relatives à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnées le 13 mars 1991 ».

Dans les articles 3, § 1^{er}; 3 § 2; 3, § 3; 4, alinéa 1^{er}; 4, alinéa 2; 5, alinéa 1^{er}; 5, alinéa 2; 6; 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}; *7bis*, § 1^{er} (deux fois); *7bis*, § 2, 1° et 3°; *7bis*, § 4, alinéas 2 et 3; 8, alinéa 1^{er}; 13, § 1^{er}, alinéa 2; 27, alinéa 1^{er}; 29, § 1^{er}; 29, § 2; 29, § 3, alinéa 1^{er}; 29, § 3, alinéa 2; 30, § 1^{er}; 30, § 2; 31, alinéa 2; 32, alinéa 2; 33; 36; *36bis*, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la même ordonnance, les mots « L'Office », « l'Office » ou « l'ORBEM » sont remplacés par le mot « Actiris ».

Dans les articles 3, § 3; 7, § 1^{er}, alinéa 2; *7bis*, § 2, 3° et 5°; 12, § 1^{er}; 14; 18, alinéa 1^{er}; 20; 22, alinéa 2; 23, alinéa 1^{er}; 27, alinéa 1^{er}; 29, § 4; 31, alinéa 1^{er}; 32, alinéa 1^{er}; 33; 34, §§ 1^{er} et 2; 36; *36bis*, alinéa 1^{er}; 38, alinéa 1^{er} (deux fois), de la même ordonnance, les mots « de l'Office » ou « de l'ORBEM » sont remplacés par les mots « d'Actiris ».

Dans l'article *7bis*, § 2, 2°, de la même ordonnance, les mots « que l'Office » sont remplacés par les mots « qu'Actiris ».

Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « que l'Office » sont remplacés par les mots « qu'Actiris ».

Dans l'article *36ter*, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance, les mots « de l'Office régional bruxellois de l'Emploi » sont remplacés par les mots « d'Actiris ».